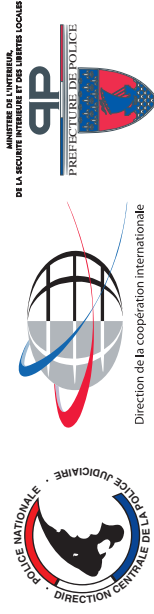




La révolution numérique et le développement de la communication en réseaux, accompagnés de la progression exponentielle d'une criminalité spécifique, ont amené les pouvoirs publics à doter la Police Nationale et la préfecture de Police de services, dont la lutte contre la cybercriminalité est spécifiquement la mission. Au sein de la Police Nationale, la SDLC, qui relève de la Direction centrale de la police judiciaire, a été créée le 29 avril 2014. Cette création répond à la nécessité d'apporter une réponse structurée et cohérente au phénomène de la cybercriminalité, dynamique amorcée avec la création en 2000 de l'OCLCTIC. A la préfecture de Police, la BEFTI a été créée en février 1994 par arrêté du préfet de Police.

Tout service de police, dans le domaine de compétence qui est le sien, peut être amené à enquêter sur des faits délictueux concernant ou utilisant le cyberspace. Ainsi, la Police nationale dispose de 389 investigateurs en cybercriminalité (ICC), coordonnés entre eux et formés par la SDLC, répartis dans ses directions et celles de la préfecture de Police de Paris.



© création SICOP

LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ



LES MOYENS



La SDLC, sous-direction de lutte contre la cybercriminalité, est en charge du pilotage et de la coordination de la lutte contre la cybercriminalité au plan national. La sous-direction compte plus de 70 policiers et gendarmes. Cette sous-direction a été créée au sein de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) qui regroupe plus de 5.200 personnels spécialisés dans la prévention et la répression de la criminalité organisée.

La SDLC procède de la nécessité d'adapter le dispositif du ministère de l'Intérieur à la généralisation de l'utilisation des nouvelles technologies dans la commission des infractions et s'inscrit dans un contexte général de mobilisation des institutions publiques pour apporter des réponses aux menaces liées à la cybercriminalité.

Elle est organisée autour des trois structures suivantes : la Division de l'anticipation et de l'analyse, l'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC) et le Bureau de la coordination stratégique.

La BEFTI, dirigée par une commissaire divisionnaire assistée d'une commandante de police, compte 28 fonctionnaires dont un administratif. Le service se compose d'un groupe d'assistance technique (5 policiers) et de trois groupes d'enquête (18 policiers) dont 17 sont qualifiés investigateurs en cybercriminalité.

La DCI participe à l'application de la stratégie internationale du ministère de l'Intérieur et à la mise en œuvre de la politique étrangère de la France en matière de sécurité intérieure. Face à toutes les menaces affectant nos sociétés, elle intervient en relais et en appui des services opérationnels, à partir de ses personnels policiers ou gendarmes experts au sein des directions, affectés en direction centrale ou au sein des ambassades à travers le monde... Son réseau international de 800 policiers et gendarmes est sensibilisé sur les problématiques cyber.

La DCI a vocation à renforcer le retour d'informations de l'étranger et le suivi des problématiques locales et à faciliter les activités opérationnelles des services hors du territoire. Elle contribue à l'organisation des formations, à la recherche de financements, à la promotion de produits pour les partenaires étrangers. La DCI travaille également à répondre, lors des négociations internationales et lors de la signature d'accords bilatéraux, aux besoins des acteurs opérationnels en permettant un cadre juridique favorable aux enquêtes.

LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ



LES MISSIONS

Ces services, grâce à leur haut niveau d'expertise, assurent des missions d'assistance technique et de sensibilisation. L'assistance, fournie par la SDLC, les services territoriaux et la Brigade d'Enquêtes sur les Fraudes aux Technologies de l'Information (BEFTI), se fait au bénéfice des services de police ou de l'institution judiciaire. La sensibilisation s'adresse à des partenaires publics ou privés. Au sein de la SDLC, la Division de l'analyse et de l'anticipation a vocation à construire une réponse institutionnelle aux besoins des particuliers et des entreprises, cibles privilégiées des cyber-attaques.

Experts nationaux, ils participent aux groupes de travail internationaux visant à identifier et à anticiper les cyber-menaces. La SDLC est point de contact du réseau G8 24/7, mis en place après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 afin de permettre, dans l'urgence, le gel des données numériques hébergées dans l'un des 68 pays membres et 1 24/7 pour Interpol.

L'OCLCTIC comprend une section de l'Internet composée de la plate-forme nationale d'harmonisation, d'analyse, de recoupement et d'orientation des signalements (PHAROS), disponible à l'adresse www.internet-signalement.gouv.fr. Elle permet aux internautes de signaler tout contenu ou comportement présumé illicite. Au premier semestre 2014, cette plate-forme a reçu et traité 71.745 signalements, soit une projection de plus de 143.000 pour l'année 2014, en augmentation de 16% par rapport à 2013. Sa plate-forme téléphonique nationale d'information et de prévention sur les escroqueries sur Internet, dite « info-escroqueries », accessible au **08.11.02.02.17**, permet d'informer et de conseiller les victimes potentielles ou avérées d'escroqueries.



Au premier semestre 2014, la plateforme a reçu près de 15.000 appels. Les sollicitations de ces plates-formes sont en augmentation constante.

Enfin, ces services sont pleinement investis dans les enquêtes spécialisées, traitées d'initiative ou sur délégation judiciaire, le cas échéant en partenariat avec d'autres services comme l'Office central de lutte contre les violences aux personnes (OCRVP), en matière de pédopornographie. La SDLC entretient des relations privilégiées avec les services territoriaux de police judiciaire, acteurs opérationnels incontournables dans la lutte contre la cybercriminalité. Au niveau territorial, les services sont compétents pour l'ensemble des formes de la cybercriminalité. La BEFTI compétente sur Paris et la petite couronne traite principalement des atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données constituées notamment du piratage des systèmes et des atteintes aux données contenues, de la contrefaçon de logiciel et de base de données et du téléchargement illégal littéraire ou artistique. Soit près de 300 saisines ou plus chaque année dans lesquelles les entreprises sont majoritairement victimes.

Des techniques très spécifiques, comme la cyber-infiltration, peuvent être mises en œuvre, dans les cas prévus par la loi.

